

Republique du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Ministère de l'Enseignement Supérieur

Université de Garoua

Rectorat

Secrétariat Général

Direction des Infrastructures, de la Planification et du
Développement

Division des Infrastructures, des Equipements et de
la Maintenance



BP 346 Garoua
<http://www.univ-garoua.cm>
email : rectorat@univgaroua.cm
Tel : (+237) 222271938 / 222271940

Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Ministry of Higher Education

University of Garoua

Rectorate

Secretariat General

Department of Infrastructure, Planning and
Development

Infrastructure, Equipment and Maintenance
Division

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres *National Ouvert* N° 001 /JUGa/R/CIPM/2025 du 24/04/2025
pour les travaux de construction d'un château d'eau sur le site de l'université de Garoua à Djoumassi

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du Budget du MINESUP, Exercice 2025 le Recteur de l'Université de Garoua, Maître d'Ouvrage Délégué lance un Appel d'Appel d'Offres *National Ouvert* pour les travaux de construction d'un château d'eau sur le site de l'université de Garoua à Djoumassi.

2. Consistance des travaux

Les prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offres comprennent toutes les parties des corps d'état prévues au cadre du détail quantitatif et estimatif. Ces prestations sont décrites au Cahier de Clauses Techniques Particulières (CCTP) tel qu'il suit :

- Mobilisation, développement et essai de pompage ;
- Construction d'un support pour un réservoir thermorurcissable de 10 m3 de hauteur sous radier de 12m ;
- Plomberie et énergie ;
- Construction d'un point de puisage.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont constitués en un seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Vingt millions (20 000 000) de francs CFA.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de trois (03) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Avis d'Appel d'Offres est ouverte aux Entreprises de droit Camerounais, ayant une expérience avérée dans les domaines de l'électrification, des bâtiments et des travaux Publics et justifiant des capacités techniques et financières pour la réalisation des travaux objet du présent Appel d'Offres.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère de l'Enseignement Supérieur (MINESUP), Exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire 5918 731540 464110

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC), dont le montant s'élève à **Quatre cent mille (400 000) FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée

est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MOD aux heures ouvrables à dans les Services de la Direction des Infrastructures, de la planification et du développement de l'Université de Garoua sis au quartier Plateau, derrière le centre de santé BETHEL. Tel : 690 06 44 00 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage (à préciser).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au dans les Services de la Direction des Infrastructures, du Développement et de la Planification de l'Université de Garoua sis au quartier Plateau derrière le centre de santé Bethel Tel : 690 06 44 00 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Quarante mille (40 000) Francs, payable à la BICEC au nom de « Compte spécial CAS ARMP », compte N°97568660001-28.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir dans les Services de la Direction des Infrastructures, de la planification et du développement de l'Université de Garoua sis au quartier Plateau derrière le centre de santé Bethel au plus tard le 19.05.2024 à 09 heures précises, heure locale et devra porter la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° _____/DAONO/UGa/R/CIPM/2025
DU _____ POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN CHATEAU D'EAU SUR LE SITE DE
L'UNIVERSITE DE GAROUA A DJOUMASSI
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

- Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme CO-LEPS ou toute autre moyen de communication électronique officiel à préciser par le maître d'ouvrage au plus tard le [date limite de réception des offres] à [Heure limite]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être soumises directement en ligne sur la plateforme COLEPS.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour

émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 19/05/2025 [à préciser] à 10 Heures par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué dans la salle de _____ [à préciser] sise à _____ [à préciser]

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

[L'ouverture doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres].

15. Critères d'évaluation

[Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel].

[Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires]

15.1 Critères éliminatoires

[Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment :

- de l'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de 25 critères essentiels (X renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence de prospectus accompagné des fiches techniques du fabricant, le cas échéant ;
- de l'absence de l'agrément ou de l'autorisation du fabricant, le cas échéant.
- de l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum (à préciser par le maître d'Ouvrage)
- de l'absence de l'attestation de catégorisation le cas échéant ;
- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

NB : En fonction de la spécificité de la prestation, d'autres critères pertinents pourront être ajoutés lors de l'élaboration des DAO.

15.2. Critères essentiels

[Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser. Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères respectés.]

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique), le cas échéant ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière).

- la qualification et l'expérience du personnel
- les moyens logistiques
- la méthodologie
- la preuve d'acceptation des conditions du marché.

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante *en incluant le cas échéant les remises proposées*.

17. Nombre maximum de lots :

Les travaux sont constitués en un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant [indiquer la durée entre 60 et 90 jours] à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Infrastructures, de la Planification et du Développement (DIPD) de l'Université de Garoua sis au quartier Plateau derrière le Centre de santé Bethel, Numéro de téléphone 690 06 44 00 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro.....ou le MO/MOD au numéro

Garoua, le **24 AVR 2025**

LE RECTEUR

(Maître d'Ouvrages)

Copie :

- DR MINMAP/NO/P.Infos;
- ARMP /Nord (pour publication) ;
- Président CRPM-NO (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Archives/Chrono.



REPUBLIC OF CAMEROON
UNIVERSITY OF GAROUA
RECTORAT
Pr. Boubakari Cumarou



TENDER NOTICE

Open National Tender Notice N° 001 /UGa/R/CIPM/2025 of 24/04/2025
the construction of a water tower on the site of the University of Garoua in Djoumassi

1. Subject of the invitation to tender

As part of the execution of the MINESUP Budget, Fiscal Year 2025, the Rector of the University of Garoua, Delegated Project Owner, is launching an Open National Call for Tenders for the construction of a water tower on the site of the University of Garoua in Djoumassi.

2. Nature of works

The services covered by this Tender Notice include all the parts of the trades provided for in the quantitative and estimated detail. These services are described in the Special Technical Clauses (CTTP) as follows:

- Mobilization, development and pumping testing;
- Construction of a support for a 10 m3 high thermosetting tank under a 12m raft;
- Plumbing and energy;
- Construction of a drawing point.

3. Tranches/Allotment

The work is made up of a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is Twenty million (20, 000,000) CFA francs.

5. Estimated execution deadline

The maximum period provided by the Project Owner or the Delegated Project Owner for the execution of the works, subject to this call for tenders, is three (03) calendar months. This period runs from the date of notification of the service order to start the services.

6. Participation and origin

Participation in this Tender Notice is open to Companies under Cameroonian law, with proven experience in the fields of electrification, buildings and public works and justifying *technical* and financial capacities for the realization of the works subject to this Call for Tenders.

7. Funding

The work subject to this call for tenders is *financed* by the Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Higher Education (MINESUP), Fiscal Year 2025, on budget allocation line 5918 731540 464110

8. Bidding method

The method of submission chosen for this consultation is online.

9. Bid Bond

Each bidder must attach to its administrative documents a tender bond, paid by hand, issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue the bonds in the field of public procurement listed in Exhibit 14 of the DAO, accompanied by the consignment receipt issued by the Caisse de Dépôts et Consignations (CDEC) the amount of which amounts to **Four hundred thousand (400,000) CFA francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of

the offers. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue guarantees in the context of public procurement, will lead to the outright rejection of the offer. A bid deposit produced but unrelated to the consultation concerned is considered to be missing. The bid bond presented by a bidder during the opening session of the tenders is inadmissible.

10. Acquisition of tender file

The physical file can be consulted free of charge in the MOD services during working hours in the Services of the Department of Infrastructure, Planning and Development of the University of Garoua located in the Plateau district, behind the BETHEL health center. Tel: 690 06 44 00 as soon as this notice is published.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

on the ARMP website (www.armp.cm) or on any other means of electronic communication indicated by the Contracting Authority (to be specified).

11. Submission of bids

The physical version of the tender documents can be obtained at the Services of the Department of Infrastructure, Development and Planning of the University of Garoua located in the Plateau district behind the Bethel health center Tel: 690 06 44 00 upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of the purchase costs of the DAO of **Forty thousand (40,000) CFA FCFA francs**, payable at BICEC in the name of « **Special Account CAS ARMP** », compte N°97568660001-28.

It is also possible to obtain the electronic version of the file by downloading free of charge at the addresses indicated above for the electronic version. However, the submission by physical or electronic means is conditional on the payment of the DAO's purchase fees.

12. Submission of Tenders

- For offline submission, the offer in seven (07) copies, including one (01) original and six (06) copies marked as such, must reach the Services of the Directorate of Infrastructure, Planning and Development of the University of Garoua located in the Plateau district behind the Bethel health center no later than **19.05.2024** at 9 a.m. sharp, local time and must be marked with:

**NOTICE OF OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS N° _____/DAONO/UGa/R/CIPM/2025
OF _____ FOR THE CONSTRUCTION OF A
WATER TOWER ON THE SITE OF THE UNIVERSITY OF GAROUA IN DJOUMASSI
"To be opened only during the counting session"**

- For online submission, the tender must be submitted by the tenderer on the CO-LEPS platform or any other official electronic means of communication to be specified by the contracting authority no later than [deadline for receipt of tenders] at [Deadline time]. A backup copy of the offer stored on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with a clear and legible indication "backup copy", in addition to the above mention within the prescribed period.

File size and format

For online submission, the maximum sizes of the documents that will pass through the platform and constitute the bidder's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer. Accepted formats include:
- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer submitted directly online on the COLEPS platform.

The following shall be inadmissible by the Contracting Authority:

- Envelopes bearing the information on the identity of the tenderer;
- Envelopes received after the deadlines for submission;
- Envelopes that do not comply with the submission method.
- envelopes without indicating the identity of the Call for Tenders;

- Failure to comply with the number of copies indicated in the OSPN or offer only in copies;
Any *incomplete* bid in accordance with the requirements of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence of the bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue the bonds in the field of public procurement or the non-compliance with the templates of the documents of the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the tender without any recours.

14. Opening of bids

The opening of the tenders is done in one step and will take place on [to be specified] at 10 hours by the Contracting Commission of the Contracting Authority or the Delegated Contracting Authority in the [to be specified] room located at [to be specified]

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person of their choice, duly mandated, even in the case of a consortium of undertakings.

Under penalty of rejection, the required documents in the administrative file must be produced in originals or in certified copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been drawn up after the date of signature of the notice of Invitation to Tender

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the tenders are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Evaluation criteria

[Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and essential criteria. No criterion can be eliminatory and essential at the same time.

The aim of these criteria is to identify and reject incomplete offers and substantially not compliant with the conditions laid down in the Tender File, especially with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical offer with the Tender File technical specifications and with the qualification of tenderers.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

- Absence of bid bond at the opening of bids;
- Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Failure to comply with 25 essential criteria (X referring to the qualification threshold of technical bids)
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Failure to comply with bids file format;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of prospectus accompanied by manufacture's technical sheet produced (where applicable)
- Absence of approval or authorisation of manufacturer, if applicable;
- Absence of own or hired minimum equipment (to be specified by the Project Owner);
- Absence of grading(categorisation) certificate if applicable;
- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

NB: Depending on the specificity of the service, other relevant criteria may be added when drafting the Tender File

15.2 Essential criteria

Essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed.

It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected
The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on:

- Presentation of bid;
- Bidder's references;
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical personnel) if applicable;
- Financial capacity; (Access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);
- Personnel qualification and experience;
- Logistic means,
- Methodology,
- Proof of acceptance of contract conditions.

NB: [Indicate the main qualification criteria which show that the bidder has the required technical capacities and resources to successfully execute the contract]. [These criteria will be detailed in Article 6.1 of the RPAO]

16. Award of contract

The Project Owner or the Delegated Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed

(In case of allotment, specify the maximum number of lots a candidate may be awarded)

17. Maximum number of lots:

The work is made up of a single lot.

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for [Indicate the duration between 60 and 90 days] from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information can be obtained during working hours at the Directorate of Infrastructure, Planning and Development (DIPD) of the University of Garoua located in the Plateau district behind the Bethel Health Center, telephone number 690 06 44 00 or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other means of electronic communication indicated by the Contracting Authority.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the PO/DPO on

Garoua, the

24 AVR 2025

THE RECTOR,

(Project Owner)

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP
- Project Owner or Delegated Project Owner concerned, if applicable;
- Chairperson of the T B concerned;
- Chairpersons of the CCCB, if applicable
- Notice board/file



[Handwritten signature]
R. Boubakari Cumarou